

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté Egalité Fraternité

COMMUNE : MANDUEL  
CANTON : MARGUERITTES  
DEPARTEMENT : GARD

ARRÊTÉ DU MAIRE  
N°154/2024

**Objet : Règlementation relative aux conditions d'organisation de la fête du printemps 2024. (report)**

**Le Maire de Manduel**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 et, L.2213-1 et suivants ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**Vu** le Code de la route ;

**Considérant** l'organisation de la fête du printemps 2024

**Considérant** de ce fait la nécessité de réglementer temporairement le stationnement et la circulation de véhicules de toutes catégories, par soucis de sécurité publique

**Arrête**

**Article 1** : L'organisation de la fête du printemps est autorisée du 21 juin 2024 au 23 juin 2024

**Cours Jean Jaurès  
Place de la Mairie**

**Article 2** : Les restrictions suivantes seront instituées pour tous les véhicules du 19 juin 2024 au 23 juin 2024 :

- **Du mercredi 19 juin 2024 07 heures au dimanche 23 juin 2024 22h00 :**
- Stationnement interdit du n°1 au n° 21 de l'avenue Pierre Mendès France et du n°1 au n°3 du chemin Bas ;
- **Du vendredi 21 juin 2024 12 heures au dimanche 23 juin 2024 22h00 :**
- Circulation et stationnement interdits cours Jean Jaurès côté pair du n°2 au n°18 :
- **Du vendredi 21 juin 2024 12h00 au samedi 22 juin 2024 01h00 :**
- Circulation et stationnement interdits cours Jean Jaurès côté impair ; place de la mairie
- Circulation interdite du n°1 au n° 21 de l'avenue Pierre Mendès France et du n°1 au n°3 du chemin Bas.
- **Samedi 21 juin 2024 10h00 au dimanche 23 juin 2024 01h00 :**
- Circulation et stationnement interdits cours Jean Jaurès côté impair, place de la mairie
- Circulation interdite du n°1 au n° 21 de l'avenue Pierre Mendès France et du n°1 au n°3 du chemin Bas.
- **Dimanche 23 juin 2024 10h00 à 22h30 :**
- Circulation et stationnement interdits cours Jean Jaurès côté impair, place de la mairie
- Circulation interdite du n°1 au n° 21 de l'avenue Pierre Mendès France et du n°1 au n°3 du chemin Bas.

Mise en place d'une déviation par la rue du Fort, place Bellecroix, rue Beausoleil et rue de la République.

Autorisation de circuler dans les deux sens de circulation, Chemin bas dans le périmètre allant de la rue du Parouzel à l'avenue Pierre Mendès France du 21 juin 2024 au 23 juin 2024.

La présente autorisation est soumise à dépôt d'un dossier de déclaration de manifestation festive, culturelle ou traditionnelle sur la voie publique dans un délai d'au moins 15 jours avant la date de l'évènement auprès de la préfecture du Gard. Elle ne saurait être valable qu'en cas de réponse favorable des services susmentionnés à la tenue de l'évènement et aux modalités d'organisation.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire sera mise en place par le Comité des Fêtes de Manduel sous le contrôle de l'autorité municipale. Elle devra prendre les mesures nécessaires en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Gard et de Gendarmerie afin d'assurer l'accessibilité des secours en cas d'urgence.

Le pétitionnaire restera responsable de tous les accidents pouvant résulter de l'organisation de la fête du printemps 2024. Il s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité civile inhérente à son activité et à l'utilisation du domaine public.

**Article 4 :** Compte tenu des circonstances, des enjeux, et des risques particuliers liés à cette manifestation et du public accueilli, il convient aux organisateurs de mettre en place un dispositif prévisionnel de secours, confié à une association de sécurité civile ayant obtenu un agrément. Une attention particulière sera portée aux mesures de sécurité préconisée par la Préfecture du Gard en ce qui concerne les rassemblements de personnes pour les risques sanitaires et les risques attentats. Tous les moyens devront notamment être mis en œuvre par le pétitionnaire afin d'empêcher l'ensemble des véhicules motorisés de pénétrer dans le périmètre piétonnier.

**Article 5 :** A l'issue de l'occupation, le demandeur sera tenu de rendre le domaine public en parfait état de propreté, et de réparer les dommages et dégradations éventuellement causés. Si, la remise en état du domaine public n'est pas faite ou demeure inachevée, il sera procédé, après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services municipaux, aux frais et risques du pétitionnaire.

Aucun scellement, ni saillie, n'est autorisé sur le domaine public. L'utilisation de dispositifs de marquage au sol permanent (exemple : bombes de peinture) est strictement interdite.

**Article 6 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions du code de la route. Les véhicules en stationnement gênants seront conduits à la fourrière à la diligence des services de police aux frais et périls du propriétaire.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié, affiché en mairie de Manduel ainsi que sur les voies concernées et figurera au recueil des actes administratifs de la commune.

**Article 8 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et en constitue qu'une pure tolérance du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou partie, lorsque l'Administration municipale le jugera utile dans l'intérêt public.

Le demandeur est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

**Article 9 :** Tout manquement à la législation et à la réglementation en vigueur sur le territoire de la commune seront constatés et poursuivies conformément aux dites dispositions. En cas de trouble à l'ordre public ou de manquement manifeste à la sécurité, et à la diligence de l'autorité municipale, il pourra être mis fin aux manifestations en cours et celles à venir dans les conditions relatives à l'exécution des pouvoirs de police municipale.

**Article 10** : Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent Arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 11** : Monsieur le Directeur général des services de Manduel, Madame la Cheffe de service de la police municipale de Manduel, Monsieur le Directeur du service technique, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Gard et à Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes.

Publié-le : **29 MAI 2024**

Fait à Manduel, le 27 mai 2024

Le Maire,  
Jean-Jacques GRANAT

